

Le financement des Régions vire à l'aigre

• Le ministre wallon du Budget pointe des erreurs et dénonce l'amateurisme du Fédéral.

• Pierre-Yves Jeholet (MR) exhorte les ministres wallons à ne pas partir en vacances et à travailler sur l'ajustement budgétaire.

• La guérilla PS-MR s'intensifie.

Entre Régions et Fédéral, la guerre est déclarée

C'est le SPF Finances qui a informé jeudi dernier les gouvernements régionaux d'une diminution de 750 millions d'euros sur ce qui devait normalement être reversé aux entités régionales.

A sa demande, Christophe Lacroix (PS), en charge du Budget pour le gouvernement wallon, a pu rencontrer hier le SPF Finances. Il souhaitait obtenir plus d'informations sur cette baisse de versement (qui touche la Wallonie pour près de 250 millions). "Je m'oppose à ce que la majorité des économies du Fédéral se réalise via une diminution de 750 millions d'euros des versements vers les Régions. Il y a un manque flagrant d'information et de communication du gouvernement fédéral vers les Régions", explique

Christophe Lacroix.

La réunion de mardi n'a pas beaucoup plus éclairé le ministre wallon: "Pourquoi les additionnels à l'impôt des personnes physiques s'effondrent-ils alors que la base IPP perçue par le Fédéral reste stable, comme semble l'affirmer le rapport du comité de monitoring du 16 mars?"

Du côté du gouvernement dirigé par Charles Michel (MR), on répond qu'on s'est basé sur les chiffres de l'IPP 2012 qui étaient les seuls disponibles au mois d'octobre 2014 lorsqu'il s'agissait de confectionner le budget 2015. Les chiffres 2013 n'ont été connus qu'en décembre 2014.

Une erreur du SPF

"Dans un Etat fédéral correctement piloté, les données budgétaires doivent être cohérentes entre les différents niveaux de pouvoir. Dès lors, comment expli-

quer que le Fédéral s'aligne sur les prévisions du comité de monitoring pour ne pas modifier ses propres recettes IPP,

alors qu'il utilise une autre source, le SPF Finances, pour diminuer ses dépenses?"

Lors de la réunion de ce matin, les experts du cabinet Lacroix auraient mis en lumière des erreurs dans certains chiffres produits par le SPF Finances. "Le SPF Finances a admis une erreur technique dans le montant lié au mécanisme de transition. La correction de cette erreur permet déjà à la Wallonie de récupérer près de 45 millions d'euros. Cela démontre que les calculs méritent d'être confirmés à tous niveaux", renchérit Christophe Lacroix qui pour l'heure se refuse à inscrire les sommes venant du Fédéral dans son ajustement budgétaire: "Leurs chiffres ne sont pour l'instant pas fiables." Une nouvelle réunion est prévue jeudi avec le SPF.

S.Ta.

Jeholet : “La Région wallonne vit au-dessus de ses moyens”

Entretien Stéphane Tassin

Du côté du chef de groupe MR, Pierre-Yves Jeholet, dans l'opposition au Parlement wallon, il est temps, après l'annonce du gouvernement fédéral, pour l'exécutif wallon de se pencher sur l'ajustement budgétaire 2015.

Ces millions supplémentaires à trouver en Wallonie, cela vous inquiète ?

Le gouvernement wallon fait un mauvais procès d'intention au fédéral. Il s'agit de mécanismes complexes qui ont été décidés sous la précédente législature par tous les membres du gouvernement Di Rupo. Nous avons besoin de sérénité, j'en ai assez des invectives à l'égard du Fédéral et de l'Europe. Qu'ils prennent leurs responsabilités à l'égard des compétences transférées. C'est, certes, une mauvaise nouvelle, mais il faut arrêter de faire l'enfant qui pleure sans arrêt.

Que doivent-ils faire selon vous ?

Ils doivent travailler et éventuellement ne pas prendre de vacances. Quand j'entends qu'ils annoncent un conclave budgétaire pour fin avril, je crois plutôt que tout sera annoncé après le 1^{er} mai... Avant cette date, pour le PS, c'est délicat. Ils vont devoir trouver de l'argent. Nous verrons avec quelle créativité ils vont le faire.

Vous avez des propositions ?

La dernière fois, pour la confection du budget, le gouvernement wallon n'a pas fait montre d'une très grande créativité, ils ont utilisé la râpe à fromage mais n'ont fait aucun effort structurel important. Ils doivent faire plus avec moins. La Wallonie vit au-dessus de ses moyens, il y a trop de structures, il est grand temps de rationaliser tout ça.

A quelles structures pensez-vous ?

Tout ce qui concerne, par exemple, l'emploi et la formation. Il existe tout un tas de structures qui partent d'une bonne intention, où les gens sont motivés mais certaines font doublon. Je pense au Mire (NdlR : missions régionales pour l'emploi), au Forem, aux entreprises de formation et de réinsertion par le travail, etc. On peut aussi parler des rémunérations des dirigeants de toutes les structures qui existent en Wallonie. Il y a aussi trop d'outils financiers, c'est excessif et cela fait longtemps que nous le disons. Le train de vie de la Région est trop élevé.

“Il faut arrêter de faire l'enfant qui pleure sans arrêt.”

Vous pensez que le gouvernement wallon va lever des nouvelles taxes ?

Il n'y a pas de commentaires qui vont pour l'instant dans ce sens. J'espère que non, mais leur volonté de remettre sur pied la taxe sur l'outillage va dans ce sens. Je sais qu'il y a pour le moment un moratoire sur cette taxe mais pour les entreprises qui désirent investir en Wallonie, cela crée de l'insécurité. Le gouvernement doit aussi rassurer le monde de l'en-

PIERRE-YVES JEHOLET

Chef du groupe MR au Parlement wallon.

entreprise et surtout le soutenir.

Une réforme des aides aux entreprises vient d'être présentée ?

C'est une “réformette” qui a un effet microéconomique et pas macroéconomique. Elle ne vise que les petites et très petites entreprises.

Vous n'êtes pas optimiste ?

J'ai l'impression de prêcher dans le désert. Même s'ils ne sont pas responsables du trou supplémentaire, ils doivent démontrer qu'ils travaillent. Je le répète, je sais qu'il y a des vacances qui arrivent, et bien qu'ils n'en prennent pas.

La guéguerre PS-MR met le fédéralisme à l'épreuve

Analyse Vincent Rocour

Quel contraste. Apprenant qu'elle devrait trouver 396 millions de plus dans son budget 2015 pour compenser une moindre subvention de l'Etat fédéral, la Flandre est restée stoïque. La N-VA s'est juste écriée que "*c'est hélas la conséquence de la loi de financement*". Une manière de rappeler qu'elle fut l'un des rares partis démocratiques à s'être opposé à la 6^e réforme de l'Etat. Mais elle ne contestera pas la facture.

Réaction tout autre en Wallonie qui devra combler un manque à gagner de 247 millions d'euros. Alors que son parti a négocié la nouvelle loi de financement, le ministre wallon du Budget Christophe Lacroix (PS) parle d'erreur commise par le SPF Finances car "*aucune donnée macroéconomique ne permet d'expliquer la dégradation entre les deux estimations réalisées par le SPF à six mois d'intervalle*".

De leur côté, les députés fédéraux du PS, mais aussi ceux du CDH et d'Ecolo sont montés au créneau ce mardi, en exigeant la tenue d'une réunion urgente de la commission des Finances. Ils veulent des explications sur "*ce renvoi de la facture aux Régions*". Des explications qu'ils attendront longtemps. Le ministre du Budget Hervé Jamar (MR) a aussitôt fait savoir par voie de communiqué, non sans ironie, qu'"*il existe depuis des décennies une procédure pour la communication qui suit le conclave budgétaire*", une procédure qui prévoit la tenue d'"*un débat parlementaire après le dépôt de l'ajustement budgétaire au Parlement*". Or le dépôt du texte est prévu fin avril. Une belle façon d'envoyer l'opposition sur les roses.

Episode à répétition

Cette prise de bec prêterait à sourire si elle ne faisait pas partie d'une liste qui commence à s'allonger dangereusement. Difficile d'ailleurs de répertorier toutes les passes d'armes qui ont eu lieu

depuis six mois entre le gouvernement wallon et son homologue fédéral.

Parmi les plus récentes, il y a toutes celles portant sur le saut d'index. Qui sont d'ailleurs toujours en cours. Ce mercredi lors de la réunion du comité de concertation, le gouvernement wallon demandera en effet à la majorité suédoise de s'abstenir d'appliquer un saut d'index aux allocations familiales. Ce n'est pas tout. Lors de cette réunion, il lui demandera également des comptes à propos de la suppression du Thalys wallon.

Le choix confédéraliste

Mais faut-il vraiment s'étonner de ces rapports tendus entre exécutifs – que l'on voit aussi, à des degrés moindres, entre gouvernement fédéral et exécutif bruxellois ? C'était, au vrai, un scénario écrit dès le mois de juin 2014 quand le PS a choisi de diriger les régions du sud du pays avec le CDH (et le FDF à Bruxelles). Les socialistes croyaient sans doute que le MR ne leur rendrait pas la monnaie de leur pièce au fédéral. Erreur d'appréciation. Les libéraux francophones sont partis seuls avec la N-VA, le CD&V et l'Open VLD. Le PS avait fait le choix du confédéralisme. Le MR l'a conforté.

Résultat ? On a pour la première fois dans l'histoire de Belgique une asymétrie complète : aucun des partis du gouvernement wallon ni des partis francophones du gouvernement bruxellois ne se trouve au fédéral. Ce n'était évidemment pas une obligation. Mais vu les implications multiples et le basculement important de compétences en cours, il était préférable de disposer de relais bien assurés entre niveaux de pouvoir – ce que la Flandre a bien compris.

La Belgique semble désormais partie pour une drôle de guérilla entre les deux plus importants partis francophones qui ont une revanche à prendre l'un sur l'autre. Le risque, c'est que cette guérilla finisse au bout de la législature à éreinter le fédéralisme à la belge ? Et alors, c'est la N-VA qui triomphera.